

Unité départementale de Lille  
Unité départementale de Lille  
44 rue de Tournai  
CS 40259  
59019 Lille

Lille, le 07/05/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**REMED ( ex : R DOOLAEGHE et Cie)**

Rue Félix Faure  
59350 Saint-André-Lez-Lille

Références : -  
Code AIOT : 0007003918

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/04/2025 dans l'établissement REMED ( ex : R DOOLAEGHE et Cie) implanté Rue Félix Faure 59350 Saint-André-lez-Lille. L'inspection a été annoncée le 21/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles 2025 de la DREAL Hauts-de-France et dans le cadre d'une action nationale organisée par le Ministère.

Cette inspection a été annoncée à l'exploitant le 20/03/2025 par courriel.

Plus particulièrement, cette action consiste en la réalisation d'inspections ciblées sur la base de la liste des potentiels sites de gestion de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) qui ne respecteraient pas leur obligation de contractualisation avec un éco-organisme.

Cette action de contrôle a été couplée avec :

- la vérification de l'utilisation de trackdéchets par l'exploitant

- la vérification du plan de défense incendie de l'exploitant.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- REMED ( ex : R DOOLAEGHE et Cie)
- Rue Félix Faure 59350 Saint-André-lez-Lille
- Code AIOT : 0007003918
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société R.E.M.E.D. est une société du groupe COVANORD. Cette société s'est substituée à la société DOOLAEGHE liquidée par le tribunal de commerce de Lille Métropole en 2015. L'exploitant a donc repris à son profit l'arrêté d'autorisation du 21 août 2009. La société REMED exploite sur son site de SAINT-ANDRE-LEZ-LILLE :

- une plate-forme de récupération de ferrailles, métaux ferreux et non ferreux ;
- un point d'apport volontaire de déchets dangereux et non dangereux pour les particuliers et professionnels ;

Les activités de l'établissement ont été régulièrement autorisées par arrêté préfectoral d'autorisation du 4 avril 2022. Le site relève du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2718 (installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719, 2792 et 2793) et du régime de l'enregistrement au titre des rubriques 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par le producteur initial) et 2713 (installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712).

**Thèmes de l'inspection :**

- AN25 Trafic D3E
- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la

- précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Contrat avec un éco-organisme	Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 543-200-1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Plan de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Conformité des bordereaux de suivi de	Code de l'environnement du 01/01/2024, article R. 541-45	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	déchets		
3	Dispositions minimales dans contrat-type avec éco-organisme agréé	Arrêté Ministériel du 26/05/2016, article Article 1	Sans objet
4	Détection incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 3	Sans objet
6	Maîtrise des sinistres	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6	Sans objet
7	Exigences de transit, regroupement, tri des DEEE	Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Annexe I	Sans objet
8	Transferts d'EEE usagés	Code de l'environnement du 19/08/2014, article R. 543-206-2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite du 15/04/2025, l'inspection a constaté que l'exploitant respectait les dispositions des articles 3, 5, 6 et 7 de l'arrêté ministériel du 22/12/2023 en ce qui concerne la gestion du risque incendie.

Les dispositions des articles L.541-10-26, R.543-155, R.541-45 du code de l'environnement sont également respectées (attestation de capacité, suivi de la traçabilité des déchets dangereux, validité du contrat signé avec un éco-organisme et réception des véhicules hors d'usage).

Cependant l'exploitant doit fournir à l'Inspection, dans un délai d'un mois à compter de la réception du présent rapport la justification des compétences du personnel susceptible d'intervenir en cas d'alerte.

Il doit également transmettre à l'Inspection son contrat avec un éco-organisme portant sur la gestion et l'enlèvement des batteries au plomb, dès la signature de celui-ci.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Contrat avec un éco-organisme

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 543-200-1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Contractualisation avec un éco-organisme ou un système individuel agréé
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. - Au sens du présent article, on entend par :  1° " Opérateur de transit " : un opérateur recevant des déchets et les réexpédiant, sans réaliser

d'autre opération qu'une rupture de charge et un entreposage temporaire dans l'attente de la reprise de ces déchets et de leur évacuation vers une installation de gestion des déchets ;

2° " Opérateur de regroupement " : un opérateur recevant des déchets et les réexpédiant, après avoir procédé à leur déconditionnement et reconditionnement pour constituer des lots de tailles plus importantes.

II. - Pour l'application de l'article L. 541-10-20, un opérateur de gestion de déchets ne peut gérer des déchets d'équipements électriques et électroniques que s'il a conclu préalablement un contrat écrit relatif à la gestion de ces déchets, soit avec un éco-organisme agréé, soit avec un producteur ayant mis en place un système individuel agréé, soit, pour ce qui concerne un opérateur de collecte, de transit ou de regroupement, avec un opérateur de traitement, auquel il remet les déchets concernés, ayant lui-même conclu un contrat entrant dans le champ des deux alinéas précédents. Dans ce cas, l'opérateur de traitement fournit à l'opérateur de collecte, de transit ou de regroupement un document justificatif de l'existence et de l'adéquation du contrat.

III. - Le contrat mentionné au II est conclu avec un éco-organisme agréé pour la catégorie de déchets concernés ou avec un producteur ayant mis en place un système individuel agréé pour les déchets issus de ses produits.

IV. - Un arrêté conjoint des ministres chargés de l'environnement et de l'industrie définit les dispositions et clauses minimales devant figurer dans les contrats et les documents justificatifs mentionnés au II.

V. - Tout opérateur mentionné au II du présent article est tenu de présenter les contrats ou les documents justificatifs exigés à ce II, à la demande de tout inspecteur de l'environnement au sens du I de l'article L. 172-1.

S'il est constaté qu'un opérateur mentionné au II gère des déchets sans disposer préalablement des contrats ou des justificatifs nécessaires, le préfet du département où exerce l'opérateur concerné l'avise des faits qui lui sont reprochés et de la sanction qu'il encourt. L'intéressé est mis à même de présenter ses observations, écrites ou orales, dans le délai d'un mois, le cas échéant, assisté d'un conseil ou représenté par un mandataire de son choix.

Au terme de cette procédure, le préfet peut, par une décision motivée qui indique les voies et délais de recours, prononcer une amende administrative dont le montant tient compte de la gravité des manquements constatés et des avantages qui en sont retirés et qui ne peut excéder 750 € pour une personne physique et 3 750 € pour une personne morale par tonne de déchets d'équipements électriques et électroniques.

La décision mentionne le délai et les modalités de paiement de l'amende. L'amende est recouvrée conformément aux dispositions du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

#### **Constats :**

L'exploitant a présenté ses contrats signés le 14/09/2024 avec les éco organismes :

- "Ecosystème" pour l'enlèvement des petits appareils ménagers (PAM) et des gros électroménagers (GEM);
- Screlec pour l'enlèvement des batteries lithium et des piles;

<p>Les contrats signés en application de l'article L.541-10-26 du code de l'environnement sont conformes au contrat type mentionné au II de l'article R. 543-160.</p> <p>Les deux éco-organismes sont agréés par arrêté du 04/03/2022 pour une période de 5 ans. L'agrément porte sur la gestion des D3E (catégorie 1 à 6) pour les particuliers et les professionnels.</p> <p>L'exploitant ne possède pas encore de contrat avec un éco-organisme pour l'enlèvement des batteries au plomb. Il est actuellement en discussion avec l'éco-organisme Screlec pour la réalisation de cette prestation. Les batteries au plomb sont actuellement évacuées vers les entreprises agréées Campine à Escaudoeuvres (59) et Métal Blanc à Bourg Fidèle (08).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'Inspection son contrat avec un éco-organisme portant sur la gestion et l'enlèvement des batteries au plomb, dès la signature de celui-ci.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

## N° 2 : Conformité des bordereaux de suivi de déchets

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2024, article R. 541-45</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Traçabilité des déchets dangereux – Trackdéchets</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ".</p> <p>Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a mis en place une base de données Trackdéchets depuis février 2022.</p> <p>Les déchets dangereux déclarés sur cette base de données sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les batteries au plomb et les piles,</li> <li>- les D3E,</li> <li>- les déchets souillés,</li> <li>- les boues issues du débourbeur déshuileur.</li> </ul> <p>L'inspection a contrôlé la gestion de la base de données Trackdéchets par l'exploitant.</p> <p>Les bordereaux de l'année 2025 ont été contrôlés et ceux ci comprennent toutes les informations, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la nature du déchet,</li> <li>• le code du déchet</li> <li>• le nom et l'adresse du destinataire final, le nom et l'adresse du transporteur du déchet ainsi que</li> </ul>

<p>l'immatriculation du véhicule de transport</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la date de réception et les quantités réceptionnées</li> <li>• le mode de transport</li> <li>• le nom et l'adresse de l'éco-organisme chargé du suivi du déchet</li> <li>• les opérations de traitement prévues, les opérations de traitement déjà réalisées et le conditionnement du déchet.</li> </ul> <p>L'inspection a pu vérifier que les codes déchets, les codes de traitement sont en adéquation avec le déchet dangereux traité et que ces déchets sont envoyés dans des installations agréées.</p> <p>Les piles et accumulateurs (20 01 33*) sont envoyés vers l'installation agréée Lumiver à Seclin et reçoivent le code de traitement R12.</p> <p>Les boues des séparateurs hydrocarbure (13 05 08*) sont envoyées vers l'installation agréée Sotrenord à Courrières et reçoivent le code de traitement R5.</p> <p>Les batteries au plomb (16 06 01*) sont envoyées vers l'installation agréée Campines à Escaudoeuvres et reçoivent le code de traitement R6;</p> <p>Les D3E (20 01 35*) sont envoyés vers l'installation agréée Envie 2E basée à Lesquin et reçoivent le code de traitement R13.</p> <p>Les emballages souillés (15 01 10*) sont envoyés vers l'installation agréée Chimirec à Ecques et reçoivent le code de traitement R12.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Dispositions minimales dans contrat-type avec éco-organisme agréé**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2016, article Article 1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Article 1
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Dispositions devant figurer dans le contrat prévu à l'article R. 543-200-1 du code de l'environnement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a constaté que conformément à l'article R543-200 du code de l'environnement, l'exploitant dispose de contrats avec les éco-organismes agréés Eco système (contrat signé au 14/09/2024) et Screlec (contrat signé au 02/06/2020). Les contrats contiennent les éléments prévus au code de l'environnement , à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les modalités d'exécution de la collecte, du recyclage et de la valorisation des déchets,</li> <li>- les objectifs de valorisation,</li> <li>- les modalités de contrôle de l'exploitant par les éco-organismes,</li> <li>- les obligations de l'exploitant et des éco-organismes en matière de traçabilité des déchets et d'enregistrement au registre national des déchets,</li> <li>- les exigences techniques en matière de tri, de pesées, de stockage, de transport, de chargement et de déchargement des D3E.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Détection incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Détection

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Détection et surveillance.</p> <p>Les installations soumises à autorisation au titre de l'une ou plusieurs des rubriques 2712, 2718, 2790 ou 2791 sont soumises aux dispositions qui suivent.</p> <p>Les zones susceptibles de contenir des déchets combustibles ou inflammables sont équipées d'une détection automatique de départ d'incendie et d'une transmission automatique des alertes à une personne interne ou externe désignée par l'exploitant et formée en vue de déclencher les opérations nécessaires. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du périmètre concerné et permet d'assurer l'alerte précoce de tout ou partie des personnes présentes sur le site. Lorsqu'il existe un dispositif d'extinction automatique pour la zone considérée, celui-ci peut être utilisé pour la détection sur cette zone, si le dispositif d'extinction automatique est conçu pour cela.</p> <p>Lorsque personne n'est présent sur le site, l'alerte est retransmise automatiquement à une personne formée et désignée par l'exploitant, pouvant appartenir à une entreprise de télésurveillance. Cette personne dispose des moyens lui permettant de visualiser à distance les différentes zones pour confirmer le départ d'incendie, et d'alerter dans les meilleurs délais l'exploitant et les services d'incendie et de secours.</p> <p>En cas d'impossibilité technique pour visualiser à distance les différentes zones, une personne arrive au sein de l'installation dans un délai maximal de 15 minutes suivant le début de l'alerte afin d'effectuer une levée de doute, et ainsi alerter immédiatement l'exploitant et les services d'incendie et de secours en cas de départ de feu avéré.</p> <p>Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas lorsque les déchets combustibles ou inflammables sont uniquement stockés dans des petits îlots.</p> <p>L'exploitant fait réaliser les vérifications périodiques prévues à l'article 68 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé au moins une fois par an.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a constaté que le site est équipé d'un système de vidéo surveillance et que le hangar de stockage des batteries lithium est équipé d'un détecteur de flamme et d'un détecteur de fumée reliés à la centrale de détection.</p> <p>Lors des heures ouvrées, la détection est assurée par le personnel présent sur site. Ce personnel dispose de moyens de communication ainsi que de moyens d'appel vers les services d'incendie et de secours.</p> <p>Hors des heures ouvrées, l'exploitant effectue un report d'alarme auprès de la société chargée de la télésurveillance du site et des agents d'astreinte. Les consignes de surveillance de l'exploitant impose au personnel d'effectuer une inspection du site deux heures avant la fermeture de celui-ci dans le but de prévenir tout départ de feu.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 5 : Plan de défense contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque d'incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Plan de défense contre l'incendie.</p> <p>L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation</p>



dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.

Il comprend au minimum :

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;
- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;
- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;
- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;
- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;
- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir ;
- le cas échéant, la localisation des zones de stockage temporaires et des zones d'immersion.

#### Constats :

L'inspection a examiné le plan de défense incendie de l'exploitant réactualisé en juin 2024.

**Ce plan contient l'ensemble des éléments demandés à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 22/12/2023, à l'exception de la justification des compétences du personnel susceptible d'intervenir en cas d'alerte :**

- le schéma d'alerte et d'alarme qui décrit les actions à mener en cas de détection d'un départ de feu. Ce schéma décrit les dispositions à mettre en œuvre lors des heures ouvrées mais également les dispositions à prendre en l'absence de personnel;
- l'organisation de l'évacuation, de la première intervention et des modalités d'accueil des services d'incendie et de secours : un plan d'évacuation et les dispositions d'accueil sont annexés au document, ainsi qu'une procédure générale de gestion des situations d'urgence qui est jointe au plan de défense incendie;
- un plan de situation indiquant les modalités d'accès, l'implantation des réseaux de collecte, des vannes de rétention, du bassin d'approvisionnement, des vannes de barrage et des moyens de protection contre l'incendie;

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
<p>L'exploitant transmet à l'inspection dans le délai d'un mois à compter de la réception du présent rapport :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la justification des compétences du personnel susceptible d'intervenir en cas d'alerte.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 6 : Maîtrise des sinistres

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyen d'alerte
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Maîtrise des sinistres.</p> <p>L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.</p> <p>En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense d'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie.</p> <p>Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024.</p> <p>Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.</p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus.</p> <p>Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des personnes en nombre suffisant sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires. Le matériel adapté pour réaliser les manœuvres nécessaires est à disposition et facilement accessible en cas de nécessité.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitation est dotée des moyens d'alerte contre l'incendie suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une centrale de détection incendie situé à l'intérieur du hangar de stockage des matériaux potentiellement inflammable,</li> <li>- un système de détection extérieure composé de 10 caméras réparties sur l'ensemble du site.</li> </ul> <p>Ces deux centrales sont reliés au système d'alarme de la société de télésurveillance Schubb Delta qui assure le gardiennage du site en dehors des heures ouvrées.</p>

<p>Pendant les heures ouvrées, la surveillance du site est couverte par l'ensemble du personnel d'exploitation, qui a à disposition des moyens de communication (talkie walkie), et des alarmes à déclenchement manuel situées dans le local de gardiennage.</p> <p>Cette année, l'exploitant a organisé en septembre 2024 des exercices d'évacuation et de maniement des moyens d'extinction pour l'ensemble de son personnel. Il a également organisé durant cette période des exercices spécifiques à la manipulation et au démontage des batteries lithium pour les membres de son personnel chargés de la gestion des stocks.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 7 : Exigences de transit, regroupement, tri des DEEE**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Annexe I</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Exigences de transit, regroupement, tri des DEEE</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les aires d'entreposage de déchets d'équipements électriques et électroniques des sites de transit, regroupement, tri et traitement sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- pour les aires appropriées revêtues de surfaces imperméables munies de dispositifs de collecte des fuites et, le cas échéant, de décanteurs et déshuileurs-dégraisseurs.</li> <li>- couvertes, lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer :</li> <li>- la dégradation des équipements ou parties d'équipements destinés à la réutilisation ;</li> <li>- l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie ;</li> <li>- l'accumulation d'eau dans les équipements ou l'imprégnation par la pluie de tout ou partie des équipements (notamment la laine de verre et les mousses).</li> </ul> <p>Les installations de tri et traitement de déchets d'équipements électriques et électroniques répondent aux exigences suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- elles disposent d'un système de pesée des déchets admis ;</li> <li>- les pièces détachées démontées sont entreposées dans des conditions appropriées ;</li> <li>- les piles et accumulateurs, les condensateurs contenant du PCB/ PCT et autres déchets dangereux, tels que les déchets radioactifs, sont entreposés dans des conditions appropriées ;</li> <li>- elles disposent d'équipements pour le traitement des eaux conformément à la réglementation en vigueur.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a constaté lors de sa visite du site que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les aires de stockage sont toutes revêtues de surface imperméables munies de dispositifs de fuite et de rétention des liquides,</li> <li>- les aires de stockage des D3E pouvant provoquer l'entraînement de substances polluantes par les pluies météoriques sont disposées dans des hangars couverts,</li> <li>- les piles et accumulateurs sont stockés dans des fûts étanches et de résistance au feu 2 heures,</li> <li>- l'installation dispose d'un système de pesée en entrée du site.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 8 : Transferts d'EEE usagés**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 19/08/2014, article R. 543-206-2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Document justifiant du transfert d'EEE usagés vers l'étranger</p>

### **Prescription contrôlée :**

I. - Afin de pouvoir faire la distinction entre des équipements électriques et électroniques et des déchets d'équipements électriques et électroniques, lorsqu'il déclare son intention de transférer ou qu'il transfère des équipements électriques et électroniques usagés et non des déchets d'équipements électriques et électroniques, leur détenteur tient à disposition des agents mentionnés à l'article L. 541-44 et chargés du contrôle des dispositions de la présente sous-section les documents suivants à l'appui de cette déclaration :

1° Une copie de la facture et du contrat relatif à la vente ou au transfert de propriété de l'équipement électrique et électronique, indiquant que celui-ci est destiné à être réemployé directement et qu'il est totalement fonctionnel ;

2° Une preuve d'évaluation ou d'essais, sous la forme d'une copie des certificats d'essais ou autres preuves du bon fonctionnement, pour chaque article du lot, et un protocole comprenant toutes les informations consignées conformément au II du présent article ;

3° Une déclaration du détenteur qui organise le transport des équipements électriques et électroniques, indiquant que le lot ne contient aucun matériel ou équipement constituant un déchet au sens de l'article L. 541-1-1.

En outre, il assure une protection appropriée contre les dommages pouvant survenir lors du transport, du chargement et du déchargement, en particulier au moyen d'un emballage suffisant et d'un empilement approprié du chargement.

II. - Afin de démontrer que les objets transférés sont des équipements électriques et électroniques usagés et non des déchets d'équipements électriques et électroniques, leur détenteur effectue des tests afin de s'assurer du bon fonctionnement de chacun d'entre eux et évalue la présence de substances dangereuses. Il consigne le résultat de ces tests et évaluations et établit un procès-verbal d'essai par équipements électriques et électroniques comportant les informations suivantes :

1° Le nom de l'article (nom de l'équipement, s'il est énuméré à l'annexe II ou IV de la directive 2012/19/UE du 4 juillet 2012 relative aux déchets d'équipements électriques et électroniques, selon le cas, et catégorie visée à l'annexe I ou III de la même directive, selon le cas) ;

2° Le numéro d'identification de l'équipement (numéro de type), le cas échéant ;

3° L'année de production si elle est connue ;

4° Le nom et l'adresse de l'entreprise chargée d'attester le bon fonctionnement ;

5° La date et les résultats des essais ;

6° Le type d'essais réalisés.

Avant tout transfert transfrontière, ce procès-verbal d'essai est fixé solidement, mais de manière non permanente, soit sur l'équipement électrique et électronique lui-même s'il n'est pas emballé, soit sur son emballage, de façon à pouvoir être lu sans déballer l'équipement.

<p>III. - Chaque chargement d'équipements électriques et électroniques usagés transféré doit être accompagné :</p> <p>1° D'un document de transport pertinent, comme une lettre de voiture internationale, dite CMR, prévue par la convention relative au contrat de transport international de marchandises par route ;</p> <p>2° D'une déclaration de la personne habilitée sur sa responsabilité.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant déclare que l'ensemble des D3E stockés sur ce site à le statut de jugement. De ce fait, l'exploitant ne fait pas de réemploi car son personnel ne possède pas les compétences pour juger si les équipements DE3 sont réemployables ou non. Seules les activités de tri, transit et regroupement sont pratiquées sur le site de l'exploitant REMED.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>